

Le sarkozysme contribue à la montée du lepénisme

Tant que la droite estimera que la gauche au pouvoir est illégitime et que le libéralisme politique est suspect, la porosité entre son électorat et celui du FN sera forte

Les résultats du second tour des élections régionales ne sont pas écrits. Le Front national (FN) peut espérer l'emporter dans deux régions comme il peut n'en gagner aucune. Si tel était le cas, ce serait du fait de la convergence de deux électorats qui ne défendent ni les mêmes valeurs ni les mêmes projets pour la France. Que tout soit fait, à gauche, pour barrer la route au FN ne pourra exonérer longtemps de revenir sur les causes de la lente mais continuelle transformation d'une force politique marginale d'extrême droite en parti ayant réussi à imposer une forme de tripartisme sans équivalent depuis 1945. En effet, ce dont il peut s'agir, dès le 14 décembre, est ni plus ni moins qu'une inversion du rapport de force entre la droite conservatrice d'un côté, la droite identitaire de l'autre.

En attribuant la responsabilité de la progression du FN à la gauche, Nicolas Sarkozy voit court. En 1983-1984, c'est bien un électorat de droite radicalisé qui formait les premiers gros bataillons frontistes. Mais cette radicalisation ne s'est pas faite toute seule : elle était entretenue par ceux pour qui " *il n'y a pas d'ennemis à droite* ", tant il est vrai que la droite a du mal à digérer la culture de l'alternance. Il n'est pas étonnant qu'en 1983 et en 1986 ait paru, sous la direction de Patrick Buisson, un guide de l'opposition qui indiquait le logiciel idéologique et les coordonnées des sections locales des branches du RPR, de l'UDF et du Parti radical mais aussi du FN, où naît alors la notion de préférence nationale.

Le problème, plus profond, tient à deux facteurs. D'une part, la droite ne supporte pas l'idée d'une gauche légitime à gouverner et s'érige encore aujourd'hui en détentrice " naturelle " du pouvoir. Le soupçon pèse sur elle d'être entrée au pouvoir par effraction. Cela autoriserait toutes les concessions aux idées et au langage frontistes, dès lors que cela pourrait contribuer à délégitimer l'adversaire.

Ensuite, la droite n'offre guère de place à la famille libérale, au sens politique du terme. C'est cette profonde imprégnation de la mentalité de droite par le césarisme, le nationalisme hexagonal et la volonté de contrôle des libertés qui a vu nos conservateurs dépassés sur leur flanc sans s'apercevoir de rien, sinon que leur monopole sur la grande famille des droites menaçait de disparaître.

Peu de ce qui est frontiste leur est insupportable, s'il n'existait pas le tabou d'une guerre et d'une Occupation qui font de l'antisémitisme et de la préférence nationale des lignes à ne pas franchir.

Une voie sans issue

Sur l'identité nationale, l'immigration, la droite reste dans l'erreur, comme le montre l'intervention de Nicolas Sarkozy le 7 décembre, vantant le discours de Grenoble, les racines chrétiennes de la France et la proposition de sortir de Schengen.

Pourquoi est-ce une voie sans issue ? Parce que sauf à transposer ici cette " démocratie illibérale

" dont la Hongrie d'Orban est le modèle, M. Sarkozy et ses partisans ne pourront jamais donner aux électeurs du FN ce à quoi ils aspirent : un arrêt total de l'immigration extra-européenne ; une restriction drastique du droit à la pratique religieuse non pas des islamistes mais des musulmans ; un retour à l'Etat-nation dégagé d'engagements supranationaux.

Que reste-t-il à nos conservateurs pour convaincre les frontistes ? Que le FN mène le pays au déclin ? Mais dans le vécu de l'électeur FN, il est déjà là ! Il s'appelle chômage, précarité, délitement du service public, et cet électeur-là, s'il est hostile à la gauche, sait aussi dresser le bilan de la droite. Autant dire qu'il attend du chef de l'opposition autre chose qu'un remake de 2007.

Par Jean-Yves Camus

© Le Monde